

« La culture est un devoir moral et un bien pour l'économie »

Avec l'inauguration de la Biennale d'architecture de Venise, le ministre italien de la culture veut envoyer un « message de confiance » à l'Europe

ENTRETIEN

ROME - correspondant

L'écrivain Dario Franceschini (Parti démocrate), ministre italien de la culture de 2014 à 2018 et depuis septembre 2019, explique l'importance que revêt la Biennale d'architecture de Venise pour l'Italie, qui a rouvert ses lieux culturels depuis le 26 avril.

Après des mois de restrictions et de fermetures, l'inauguration de la Biennale d'architecture de Venise, le 22 mai, marque le retour des grands événements culturels. Pourquoi avez-vous voulu ouvrir si vite cette manifestation, sans attendre quelques semaines de plus ?

Nous avons déjà fait pas mal de pas en avant. Après une longue fermeture des cinémas, des théâtres et des musées, toutes ces activités ont rouvert le 26 avril dans les régions en « zone jaune », qui aujourd'hui représentent presque toute l'Italie. Bien sûr, ces réouvertures sont encadrées par toute une série de règles, tant au niveau du remplissage que de la logistique : entrées, sorties, masques, billets nominatifs pour retracer tous les contacts au cas où il se révélerait un cas positif dans une salle de spectacle... Forts de cette expérience, nous avons bien vu qu'il était possible de rouvrir, donc la Biennale se déroulera normalement. Simple, il y aura moins de public. Nous voulons envoyer un message de confiance, non seulement à l'Italie mais aussi à l'Europe.

Dans le cadre de la présidence italienne du G20, l'Italie a décidé d'organiser une réunion des ministres de la culture de ce groupe, les 29 et 30 juillet à Rome. Quel en sera l'objectif ?

Je pense que la culture peut être un important moteur de croissance, notamment à travers le tourisme. Quand j'ai été nommé pour la première fois, en 2014, j'ai dit que je me sentais investi du ministère économique le plus important d'Italie. Et c'est comme ça : les grands chantiers culturels sont des investissements, et des investissements durables.

C'est à cela que nous voudrions sensibiliser les autres pays membres du G20. Sauvegarde du patrimoine, industries de la créa-

tion, lutte contre les trafics d'œuvres d'art... Je voudrais voir émerger, au niveau mondial, la conscience que le souci de la culture est un devoir moral, une chose qui fait du bien à l'esprit, mais aussi un bien pour l'économie. Sur ces sujets, l'Italie et la France ont toujours été en phase, que ce soit sur les thèmes nationaux, la défense du copyright ou de l'exception culturelle. Cette syntonie découle de nos histoires respectives : nous devons être des forces d'entraînement, tout simplement parce que dans nos deux pays la culture est déjà centrale.

Comment peut-on faire tourner à plein régime ce « moteur » ? En misant sur le patrimoine ou la création ?

La sauvegarde de notre patrimoine et de nos paysages a en Italie valeur d'obligations constitutionnelles. Mais il s'agit aussi de notre attractivité, particulièrement en matière de tourisme, dans lequel nos grandes « villes d'art » (Venise, Florence et Rome) jouent traditionnellement un rôle central. Mais il y a aussi la création, les industries culturelles contemporaines, la créativité, qui s'appuient sur ce qui a été réalisé dans les générations précédentes.

Les grandes villes d'art ont été particulièrement touchées par la violence de la crise. Quel avenir voyez-vous pour elles ?

Le problème que nous avons eu ces dernières années est celui de l'« overbooking », de la surpopulation. Quand j'avais un ministère de la culture incluant le tourisme [jusqu'à l'arrivée en fonctions du gouvernement Draghi, au mois de février], j'ai cherché à limiter l'impact de ce phénomène, y compris en envisageant un système de « numerus clausus ».

Je suis persuadé que le tourisme international, au sortir de la pandémie, reprendra encore plus fort qu'avant. Parce que les personnes ont accumulé durant les restrictions des envies de visiter, de bien manger, de profiter de la vie... Ce phénomène va repartir, avec des rythmes de croissance encore plus forts, liés à l'émergence de l'Inde, de la Chine, du Brésil.

Aussi l'enjeu va-t-il être de chercher à « répartir » un peu les flux, que les gens n'aillent pas uniquement à Venise, à Florence ou à

Rome. Ces dernières années, nous avons essayé de développer le tourisme dans des lieux moins connus. Cette stratégie a été choisie pour nous apporter de la croissance, mais aussi pour décongestionner les grandes villes d'art. En Italie, il n'y a pas que les Offices, nous avons 4 000 musées, sans parler des églises, qui sont des musées à ciel ouvert.

Venise a été très durement touchée par la crise, mais l'arrêt du tourisme a également mis en avant l'extrême fatigue des habitants de la ville, avec l'importance de l'afflux de touristes. Comment la ville peut-elle repartir sans se retrouver plongée dans les mêmes excès ?

Il est difficile d'interdire aux gens de voir Venise, au moins une fois dans leur vie. Il faut donc réfléchir sur les flux, y compris à l'échelle locale, car les circulations sont concentrées sur une toute petite partie de la ville. Et il va falloir se concentrer sur un tourisme de qualité. De mon point de vue, les navires de croisière ne sont pas du tout l'exemple à suivre.

Votre troisième livre, « Dépouillée et autres histoires » (Gallimard, 128 p., 12,50 €), vient de paraître en France, un recueil de nouvelles littéraires dont la politique est absente. Comment parvenez-vous à concilier ces deux univers ?

Il ne m'est jamais venu à l'esprit d'écrire sur la politique, de près ou de loin. J'aimerais être reconnu pour ce que j'écris, mais en Italie ce genre de parcours a plutôt tendance à créer de la défiance.

J'ai eu la chance de rencontrer ma traductrice, Chantal Moiroud, qui m'a proposé, en 2007, de publier mon premier roman en France. Au bout de quelques mois, elle m'a écrit pour me dire : « Ah ! mais je ne savais pas que vous étiez dans la politique ! » J'ai eu l'impression de recevoir le plus beau cadeau de toute ma vie. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
JÉRÔME GAUTHERET

DATA STAMPA



ARTICOLO NON CEDIBILE AD ALTRI AD USO ESCLUSIVO DEL CLIENTE CHE LO RICEVE - 870

Intervista a Dario Franceschini - « La cultura è un dovere morale e un bene per l'economia »

